



1. Le journaliste radio pro-régime, M. Sismondi Bidjocka, allègue que l'hon. Libii et un autre député du PCRN sont répertoriés dans une version détaillée du rapport de la Chambre de commerce sur la gestion du prêt du FMI pour COVID-19. Sur un ton dramatisé similaire à celui utilisé par Vision 4 pour dénigrer M. Remy Ngonou, le journaliste a semblé déçu au-delà de la consolation en découvrant que les deux députés du PCRN étaient impliqués dans les fonds mal gérés.

2. La réaction de l'hon. Libii a laissé beaucoup penser que nous n'en savons pas encore plus sur l'affaire. L'audio largement diffusé de M. Bidjocka a été précédé d'une curieuse critique des chambres de commerce par l'hon. Libii. Il a semblé plus préoccupé par le fait que le rapport a été divulgué au public au lieu d'être limité au président de la république et au FMI qui ont ordonné l'audit des fonds. En réaction à l'audio de M. Bidjocka, l'hon. Libii a déclaré qu'il avait chargé un avocat de vérifier l'authenticité de l'audio. Cette curieuse focalisation sur l'audio apparemment dommageable, plutôt qu'une réfutation pure et simple de tout contrat COVID avec un ministère gouvernemental, soulève des inquiétudes pour certaines personnes. Dans une nouvelle tentative de s'attaquer de front au problème, l'hon. Libii a apparemment produit des reçus d'argent qu'il a remboursés à l'université dans le passé pour un service non rendu. Il semble que l'honorable parlementaire jette les bases pour dire qu'il avait un contrat légal et a fourni des services à la hauteur des dizaines de millions allégués par M. Sismondi Bidjocka. Peut-être qu'il n'y a rien là-dedans, mais il est également possible que sinon l'hon. Libii, puis un

autre député ou ministre peut être inscrit comme entrepreneur. Quelque chose nous frappe, c'est que toute l'affaire des législateurs ou des représentants du gouvernement agissant en tant que contractants du gouvernement ne semble pas juste. Qui est un entrepreneur? Quel rôle un fonctionnaire du gouvernement joue-t-il dans les contrats? Qu'est-ce qu'un lobbyiste? Y a-t-il des lobbyistes enregistrés au Cameroun?

3. Si nous regardons d'autres démocraties constitutionnelles à travers le monde, nous constaterons que des démarcations claires et des règles éthiques sont établies pour les entrepreneurs du gouvernement, les lobbyistes et le législateur ou tout fonctionnaire du gouvernement. Ces règles sont nécessaires parce que le pouvoir tel que le pouvoir représentatif donné par le peuple peut être détourné pour acquérir de la richesse. La richesse extrême, en particulier celle qui est acquise illégalement, peut acheter le pouvoir et opprimer le peuple, détruisant ainsi la souveraineté des masses qui donnent du pouvoir par les élections et la confiance. Le bien-être général est donc garanti en montrant que la richesse ne peut pas acheter le pouvoir politique au point de se moquer de l'état de droit et de la constitutionnalité. Il y a des écarts mais ceux-ci se cachent aux yeux du public jusqu'à ce que de bons journalistes les exposent. Le risque d'une plus grande perte tient donc en échec ceux qui veulent unir le pouvoir et la richesse pour frustrer les pauvres.

3.1. Un entrepreneur du gouvernement: bien qu'un entrepreneur soit une personne ou une entreprise, un entrepreneur du gouvernement est généralement une entreprise qui fournit des biens ou des services sous contrat avec le gouvernement. L'entreprise peut être privée, cotée en bourse ou appartenant à l'État. Parce que le contrat porte sur des fonds publics, ils sont soumis à un contrôle très rigoureux et doivent s'abstenir de certaines pratiques. Par exemple, le gouvernement peut exiger de ne pas acheter dans certains pays ou de n'acheter que localement. De plus, même si un entrepreneur peut engager un lobbyiste pour rechercher de nouveaux contrats, la plupart des gouvernements exigent que l'argent d'un contrat actif ne soit pas utilisé par l'entrepreneur pour payer un lobbyiste qui tente d'obtenir un autre contrat. Ces entrepreneurs peuvent également sous-traiter une partie de leurs travaux et le sous-traitant devient également lié par certaines règles.

La principale chose que nous constatons chez l'entrepreneur, c'est qu'il s'agit d'une entreprise possédant une certaine expertise technique dans le domaine des besoins du gouvernement. Comme le FMI pourrait s'y attendre, ces entrepreneurs ne peuvent pas être simplement des individus brandissant leur carte de visite indiquant qu'ils sont des entrepreneurs.

3.2. Bien que le nom de lobbyiste ait une connotation négative à nos oreilles, il y a des lobbyistes professionnels qui sont liés par certaines lois. Ce ne sont pas nécessairement des experts techniques. Leur travail consiste à représenter les intérêts d'une entreprise, d'un groupe d'entreprises, de syndicats et d'autres associations devant les législateurs. Ils essaient d'influencer l'élaboration des politiques et l'attribution des contrats d'une manière qui profite à leurs clients. Ce sont généralement des personnes ayant une expérience antérieure en tant que politiciens, journalistes politiques et analystes. Dans une démocratie constitutionnelle dynamique, gagner et perdre des élections sans trop de drame est rendu possible par l'existence de tels emplois. Les politiciens vétérans au chômage parce qu'ils perdent des élections peuvent servir de lien entre les entreprises ou les gens avec les législateurs. Mais il y a des exigences minimales. Même les anciens officiers militaires ou fonctionnaires peuvent faire

du lobbying, à condition qu'ils passent un minimum de temps hors de leurs fonctions pour se prémunir contre l'utilisation abusive des renseignements gouvernementaux au profit de leurs clients.

Si un délai minimum est nécessaire entre le départ du pouvoir et le lobbying, il est entendu qu'il est interdit à un législateur ou à un fonctionnaire du gouvernement d'agir en tant que lobbyiste pendant son mandat. Cela ne veut pas dire que les parlementaires ne peuvent pas essayer d'obtenir un contrat pour leur propre région, mais cela signifie qu'ils doivent le faire en tant que service public et non pas payés par l'entreprise qui en bénéficiera. Certaines entreprises peuvent essayer de rembourser en nature en contribuant à la prochaine élection où ce politicien est candidat, mais si elles franchissent une ligne, elles sont susceptibles de payer pour cette pratique.

3.3. Législateur: Les législateurs tels que les parlementaires ont le devoir de prendre en compte un large éventail d'intérêts lorsqu'ils élaborent de nouvelles politiques. Cette profession est abusée en France-Afrique car ils n'ont aucune influence sur le gouvernement. Mais dans les États anglo-protestants, les parlementaires ont un poids important lorsqu'il s'agit de voter des politiques majeures, telles que les réformes foncières et les budgets annuels.

Une démocratie constitutionnelle est nécessairement représentative. Les gens votent les législateurs en fonction de leur caractère et de la compréhension qu'il y a la liberté de la presse ainsi que la possibilité d'influencer les législateurs par le biais de pétitions et de manifestations. La presse libre peut nous faire savoir quand les entreprises tentent d'influencer de nouvelles lois d'une manière qui met en péril le bien commun. Si tel est le cas, les gens rédigent des protestations et appellent à des débats. Par de tels échanges, le peuple influence le jugement de celui qu'il a élu par confiance et de nouvelles lois sont adoptées avec la considération du plus grand bien ou, comme le dit Rousseau, la volonté générale.

4. Entrepreneur, lobbyiste et fonctionnaire du gouvernement au Cameroun

Ces professionnels distincts sont tous confondus au Cameroun. Bon nombre de nos projets échouent parce que les entrepreneurs et les lobbyistes sont ceux qui ont été nommés par le président dans une fonction publique. Beaucoup de ces personnes ont tendance à être formées en sciences humaines avec une certaine allergie à la réflexion mathématique. Ils n'ont pas l'expertise technique dans les domaines dans lesquels ils recherchent des contrats. Ils ne savent donc pas comment correctement tarifier leurs contrats. En l'absence de ces connaissances techniques, ils surfentent sur les prix et font demi-tour pour embaucher une entreprise qui peut le faire pour eux à moindre coût. Certaines entreprises sont enregistrées sous les noms de proches pour se cacher de la répugnance évidente de la pratique.

Le gouvernement a la capacité de faire la distinction entre les entrepreneurs ayant l'expérience technique et les personnes nommées par le régime qui veulent simplement gagner de l'argent en tant qu'intermédiaires avec le pouvoir de reconnaître leur nom. Mais le gouvernement choisit de travailler avec ses propres collègues. L'idée est de les impliquer et de leur empêcher de se retourner un jour contre le système. Certains diront que M. Mebe Ngo'o est un exemple de cette philosophie.

La réaction préliminaire de l'hon. Libii indique donc qu'il pourrait être député, lobbyiste et entrepreneur - tout en un. Cela doit être objecté. Sa meilleure défense peut être qu'il fournit des services valant le contrat, mais il manquerait tout le point. Le député est celui qui veille à ce que les citoyens obtiennent la meilleure valeur dans chaque contrat octroyé par le gouvernement. Cela ne peut être fait en cas de conflit d'intérêts flagrant.

5. L'hon. Libii est à la fois un atout et un problème pour le RDPC. En tant qu'atout, il est utilisé pour montrer qu'il y a de la démocratie au Cameroun et que le MRC / CRM de M. Kamto n'est qu'un petit parti hors de propos sans représentants.

Cet Hon. Libii est un problème pour le parti au pouvoir a été mieux expliqué par (l'ancien) commissaire de police Zogo. Selon lui et selon les tendances de nos sondages, M. Cabral Libii gagne aux dépens du parti au pouvoir. À mesure que les tensions internes au régime s'intensifient, cela peut conduire à l'hon. Libii étant le plus grand défi aux espoirs présidentiels du parti au pouvoir en 2025. M. Zogo a en outre allégué que l'hon. Libii était une création du parti au pouvoir et il est temps pour eux d'endiguer son ascension politique ou il sera trop tard.

Si cette lecture spéculative de la situation par M. Zogo est correcte, alors il n'y a pas de moyen plus facile pour le régime de neutraliser l'argument de jeunesse de M. Libii que de montrer qu'il est aussi impliqué dans les affaires corrompues de l'État que l'ancien. gens. L'argument gagne en force si le prince Biya doit être le porteur d'espoir du parti au pouvoir. Dans un tel cas, le régime prévoit de nous montrer deux jeunes et de prétendre que l'un est un homme d'affaires avec un bilan "propre" et l'autre est un député aux mêmes relations commerciales douteuses que les octagénaires.

C'est donc un développement curieux que l'hon. Libii a peut-être été honoré en tant qu'«entrepreneur du gouvernement» dans la lutte contre le COVID-19.

6. Focalisation distrayante sur les ministres

Alors que le public a été conduit au siège du jugement et que nous exigeons maintenant du souffre pour les ministres impliqués, le rôle réel des entrepreneurs a été moins examiné. Il semble que le président intérimaire de facto Ngoh Ngoh a effectué la distribution, sélectionné certains des entrepreneurs et ordonné au ministère des Finances d'effectuer des paiements spécifiques. Les ministres semblent donc être plus impliqués dans la détermination des biens et services nécessaires et de la manière dont ils étaient ensuite utilisés une fois disponibles. Certains ont accordé des contrats sur des instructions élevées ou par crainte des répercussions de certains parrains et marraines ou par leurs propres préjugés. Comme nous plaidons pour la présomption d'innocence jusqu'à preuve du contraire. Nous devons noter deux choses:

6.1. La violation de la distinction entre entrepreneur, lobbyiste et fonctionnaire du gouvernement.

6.2. Les enquêtes sont ordonnées par des criminels à la tête de l'État. M. Biya et M. Ngoh Ngoh devraient démissionner immédiatement. Ils sont plus qu'impliqués dans cela, mais à travers leur jurisprudence et leur sens de l'État contraires à l'éthique Carl Schmittian, le centre du pouvoir est la définition de ce qu'est la loi. M. Biya et M. Ngoh Ngoh ne se dégagent du blâme que par

la jurisprudence odieuse de Carl Schmitt. Ce n'est pas juste. La vraie justice et le Cameroun sont des lignes parallèles.

English Cameroon for a united Cameroon

May 29th, 2021